

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : [soiretraite@gmail.com](mailto:soiretraite@gmail.com)

## LIBRE DÉBAT

## Au sujet de la pension misérable des retraités

**Monsieur le directeur de la CNR, nous avons l'honneur de solliciter votre très haute bienveillance de bien vouloir vous pencher sur notre cas. Nous sommes des milliers de retraités, sortis avec une paie minable, et à l'heure actuelle, rien n'a changé.**

Permettez-nous, Monsieur le directeur, de vous soumettre pour examen notre problème concernant la dernière revalorisation misérable des retraités, qui, en fin de compte, n'est que de 6,75% au lieu des 12% comme officiellement annoncé.

Par ailleurs, en sus de cette méprise, il y a lieu de signaler que les pensions servies aux retraités sont soumises à l'impôt, à l'instar des salaires servis aux personnels actifs, ce qui nous amène à poser la question à savoir s'il s'agit

d'une pension de retraite ou d'un salaire ?

Cette seconde ineptie lèse le retraité qui reste nécessairement, par la nature des règles mises en application, aggravée par le gel fortuit de l'administration dans l'exécution des décisions sans tenir compte du caractère humain et de l'état précaire actuel des retraités avec 40 ans de cotisations CNR et Cnas, sans bénéficier des rappels de 2008 comme le personnel actif.

Ceci étant, l'examen par vos

services de ce dossier fera ressortir l'inadéquation suivante : à chaque décision d'augmentation, le calcul du montant de la pension est réalisé à partir de la date de départ à la retraite, alors que l'impôt est calculé sur le montant de la pension actuellement servie.

Pour cet état des faits, nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir donner instruction à vos services pour réexaminer en profondeur ce dossier à la lumière des données énoncées ci-dessus, en tenant compte essentiellement de l'aspect et du caractère humains y afférents à cette situation sociale (pour faire vivre nos familles avec cette misérable retraite, exemple

Ramadhan, l'Aïd El-Fitr, la rentrée scolaire, l'Aïd El-Adha...) sans oublier les produits de consommation devenus très chers avec la flambée des prix).

Nous sommes des Algériens honnêtes, qui ont beaucoup donné pour ce pays qui nous est très cher (l'Algérie),

vivant avec une seule pension misérable de retraite.

Nous vous remercions de votre attention et dans l'attente d'une régularisation globale pour les pauvres retraités.

Veuillez croire, Monsieur le directeur, en l'expression de notre parfaite considération.

**Les pauvres retraités**

**NB :** Même l'AADL a rejeté notre dossier de logement à cause de notre misérable pension, et dire que nous étions des moudjahidines et avons formé des générations qui gèrent actuellement ce pays avec nos salaires misérables.

- Pourquoi les retraités paient (l'impôt + l'IRG) une forte somme ?

- A quoi sert le conseil d'administration de la CNR puisque ses propositions d'augmentation de 16% ne sont pas validées par le ministre de tutelle ?

- Où est le cadeau du président de la République promis avant les élections ? (par la presse).

## COURRIER DES LECTEURS... COURRIER DES LECTEURS... COURRIER DES LECTEURS...

## Demande de pension rejetée

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint la réponse négative de la CNR agence de Annaba, en date du 21 octobre 2014 et relative à ma demande d'une pension de retraite déposée le 3 avril 2014 en bonne et due forme et enregistrée sous le n° B71763448.

Considérant avoir plus des 15 années de cotisation à l'ex-Casorec puisque j'ai débuté dans la vie professionnelle le 1<sup>er</sup> décembre 1964 jusqu'en février 2010 date de la mise en liquidation de l'unité (Baticic-Est) de Annaba, j'étais sûr de mon droit à bénéficier d'une retraite.

Cependant, la CNR avance comme motif de ce rejet le fait que j'ai un litige avec la Cnas puisque je percevais durant la période de 1996 à 2007 une pension d'invalidité et j'exerçais une activité non salariée (café maure).

Ma question est la suivante : est-ce que je ne peux prétendre à une pension de retraite sous le motif que j'ai exercé une activité libérale (arrêté du 11 mai 1997 fixant les règles et modalités de coordination des régimes de sécurité sociale prévues par l'article 17 du décret n°86/35 du 9 février 1985 relatif à la sécurité sociale des personnes exerçant une activité professionnelle non salariée, sus visé).

En outre, je tiens à porter à votre connaissance que je conteste la demande de remboursement de la pension d'invalidité que me réclame la Cnas puisqu'en application de la loi 08/08 parue dans le *Journal officiel* n°117 du 2 février 2008 et notamment son article 78 relatif aux prestations dues qui sont prescrites par 4 ans, si elles ne sont par réclamées.

Âgé de 68 ans, invalide, hypertendu et à moitié aveugle, je suis sans ressource aucune et je compte sur votre sens d'équité et de justice ainsi

que votre humanisme pour être les grands défenseurs des droits des travailleurs, en général, et des malades, en particulier.

Par ailleurs, étant un lecteur assidu de votre journal, je connais d'avance que vous saurez mieux que moi-même défendre ma cause auprès de la direction générale de la CNR pour me rétablir dans mes droits à bénéficier d'une retraite.

Vous en remerciant par avance, je vous prie de croire à mes salutations patriotiques et fraternelles.

**M. S. Benloucif, Annaba**

**RÉPONSE :** La CNR — agence de Annaba —, le 24 juillet 2014 et en octobre 2014, vous a signifié le rejet de votre demande de pension de retraite, en vous expliquant que vous aviez annulé pendant la même période une pension d'invalidité versée par la Cnas et une activité de non-salarié.

Votre recours auprès de la direction générale s'est soldé par la même réponse de rejet, et ce, conformément à la loi relative à la retraite. Si vous estimez que vous êtes en droit d'une pension de retraite, vous pouvez saisir la justice.

## «Rendre à César ce qui appartient à César»

Nous sommes un groupe de retraités sortis très jeunes à la retraite, soit âgés de 50, 51, 52 ans, à cause de la bêtise humaine des ou d'un responsable de l'époque. Nous avons subi trop d'injustices. Sortis avec une minable retraite de 6 000 DA, une pension proportionnelle. Première injustice, nos deux années de service national n'étaient pas prises en compte. L'excuse : vous n'avez pas 60 ans, alors que la loi de 83.012 dit que les années de service sont considérées comme années de travail.

Deuxième injustice : ils ont brisé nos carrières. Licenciés pour des «raisons économiques» alors qu'eux ont conservé leurs postes jusqu'à nos jours.

Troisième injustice : 75% du SNMG. Il n'est pas indispensable de discourir sur les autres injustices. Nous ne leur pardonnerons jamais. Les briseurs de carrière n'auront pas notre pardon, ce sont des responsables qui n'ont aucune conscience, ils ne pensent qu'à leurs intérêts et ceux de leurs progénitures.

Aujourd'hui, ils réduisent le service national à sa plus simple expression. Et ceux qui ont passé deux années, quel est leur sort ? Il y a parmi notre promo ceux qui ont passé 2 ans + 18 mois, au Moyen et Extrême-Orient, demandez cela à ceux des générations de 1970, 1971, 1972, etc.

De grâce, que justice soit faite et sans fanfaronnade, l'Algérie appartient à tous les Algériens et Algériennes, ce n'est la propriété ni de X ni de Y. A bon entendeur, salut.

**Un groupe de retraités**

**N.B. :** Nombreux parmi notre promo attendent que les deux années du SN soient incluses dans nos retraites plus les 18 mois passés au Moyen et Extrême-Orient (guerre d'octobre 1973).

## Retraité handicapé

Je viens respectueusement faire parvenir à votre journal (espace «Retraite») la présente requête relative à ma situation de retraité handicapé. En effet, je suis bénéficiaire présentement d'une retraite d'un montant de 17 000,00 DA, cependant, je vous informe que je suis handicapé à 100% et je présente une maladie au niveau du canal lombaire qui me contraint à vivre l'échine courbée avec une ceinture lombaire. Je vous informe, par ailleurs, que je suis marié et en charge d'une famille de 5 personnes et que

je ne subsiste que grâce à la pension de 17 000,00 DA servie par l'honorable institution qu'est la CNR.

Dans l'espoir d'une amélioration de ma situation de retraité handicapé, je vous prie de croire en l'expression de mes respectueux sentiments.

**M. Ketteb Ali, Aït-Assa Mimoun, wilaya de Tizi-Ouzou, n° dossier B4 w. 67619**

## A propos des entreprises dissoutes

Dans votre édition du mardi rubrique «Soir Retraite», j'ai relevé une lettre sous le titre «Reconstitution de carrière et entreprises dissoutes», dans laquelle l'auteur de la lettre se plaint de ne pouvoir obtenir une attestation de travail et de salaire auprès de l'entreprise dissoute ETAU unité Casbah.

A cet effet, je vous prie d'inviter l'intéressé à me contacter au numéro de téléphone suivant : **0792 32 49 77.**

**M. Meddour Rachid**

## Années de formation et calcul de la retraite

J'ai l'honneur de vous solliciter par la présente pour demander si la durée d'un stage de formation pour lequel j'ai reçu un pré-salaire (dont copie jointe) sera comptabilisée dans le décompte final de ma retraite. Merci d'avance de m'apporter des précisions.

**M. Taghout M'hamed, Hadjout, wilaya de Tipasa**

**RÉPONSE :** Sur votre certificat de versement d'un pré-salaire par l'institut de technologie de Batna, il n'est pas précisé si dans votre cotisation sociale figure une quote-part retraite. Pour en savoir plus, il serait utile de vous rapprocher de la Caisse régionale de la mutualité agricole de Batna qui a perçu vos cotisa-